

"Capitalisme under fire"

William Pfaff

International Herald Tribune, Paris, 30 mars 2006.

Les manifestations d'étudiants, de salariés et d'aspirants-salariés, suivis par la Gauche française et les syndicats qui ont pris le train en marche, constituent une forme de révolte spontanée contre quelque chose dont je soupçonne que peu de ceux qui y participent ont pris la pleine mesure.

Le but du mouvement est, ostensiblement, l'obtention du retrait d'un détail secondaire de la politique de l'emploi du gouvernement français, mais il a acquis une signification radicalement différente.

Les foules qui descendent dans la rue remettent en question un certain type d'économie capitaliste qu'une grande partie, voire une majorité de la société française considère comme une menace pour la norme nationale en matière de justice et par-dessus tout pour l'« égalité » - ce concept radical que la France est pratiquement le seul pays à ériger en cause nationale, la valeur centrale de sa devise républicaine « liberté, égalité, fraternité ».

Il est certain que le Premier ministre Dominique de Villepin était loin de se douter des conséquences lorsqu'il a introduit ce qui lui apparaissait comme une initiative pour l'emploi, modeste mais constructive, dont le but était d'alléger les difficultés structurelles qui pesaient sur la création d'emplois.

Il a soulevé par inadvertance ce que de nombreux Français perçoivent comme une question fondamentale concernant l'avenir de leur nation, tout comme il y a deux ans ils ont perçu, au delà du référendum sur la constitution européenne, des questions dérangeantes sur la nature de l'Union Européenne de demain et le type de capitalisme qui prévaudra à l'avenir en Europe.

Ils ne sont pas les seuls à s'en inquiéter. Un débat similaire, concernant les « modèles » de capitalisme se poursuit de façon persistante en Allemagne, qui est désormais le théâtre de troubles sociaux ainsi qu'au sein même de la Commission Européenne, qui depuis l'élargissement de l'Union à 25 s'est éloignée du traditionnel modèle « social » européen. Même l'Angleterre, mardi dernier, a vu se dérouler la plus importante grève depuis les années 1920 - pour défendre les retraites.

Les Français, bien entendu, sont opposés au « *capitalisme sauvage* » depuis le jour où cette bête brute a commencé à hanter la Grande-Bretagne et ses fabriques diaboliques au XIXe siècle avant de traverser l'Atlantique pour se trouver une nouvelle tanière. Un récent sondage d'opinion sur le système de libre entreprise et de libre concurrence montre que 74% des Chinois déclarent penser que c'est le meilleur de tous les systèmes économiques, contre seulement 36% des Français, suivis de près par les Allemands. La question essentielle est celle-ci : de quel capitalisme s'agit-il ? Depuis les années 1970, deux changements radicaux ont affecté le modèle dominant (américain) de capitalisme :

Premièrement, la version du capitalisme d'actionnaires, revue et corrigée par le New Deal (aux États-Unis), qui avait cours en Occident depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale a été remplacé par un nouveau type d'entreprises, dont le but et la responsabilités ont changé.

D'après l'ancien modèle, les entreprises avaient le devoir de garantir le bien-être de leurs employés, de même qu'elles avaient des devoirs vis-à-vis de la société (dont elles s'acquittaient principalement, mais pas exclusivement ; sous forme de charges et d'impôts).

Ce modèle a été remplacé par un autre, selon lequel les chefs d'entreprise doivent créer de la « valeur » à court terme pour les actionnaires, ce que mesurent les cotations en bourses et les dividendes.

Cette politique a eu comme résultat concret une pression constante visant à réduire les salaires et les avantages sociaux des travailleurs (ce qui a conduit parfois à des vols de retraite et autres délits graves), et l'émergence d'un lobbying politique et de campagnes en faveur de l'allègement des charges des entreprises et de leurs contributions aux finances nationales et à l'intérêt public.

En résumé, le système des pays développés a été remanié depuis les années 1960, enlevant aux travailleurs et au financement de l'État des ressources qui vont maintenant aux actionnaires et aux dirigeants des entreprises.

Bien que cette réflexion puisse être perçue comme incendiaire, elle m'apparaît comme une simple constatation. On reproche aujourd'hui aux Européens qui résistent aux « réformes » d'empêcher, par leurs choix politiques, les chefs d'entreprise de délocaliser les emplois et d'en réduire le nombre, afin de « valoriser » l'entreprise. (Récemment, l'International Herald Tribune titrait : « Wall Street applaudit la fusion annoncée d'AT&T et de Bellsouth. 10 000 emplois seront supprimés »).

J'ai baptisé ce phénomène « capitalisme de PDG. » puisque les chefs d'entreprise exercent un contrôle effectif sur leurs directoires et sont également les principaux bénéficiaires du système, soumis à la seule critique des conseillers en investissements financiers, qui s'intéressent aux moyens d'augmenter les dividendes et non à la défense des travailleurs ou à celle de l'intérêt public. (John Bogle, le conseiller en investissements bien connu désormais à la retraite a récemment repris mon argument à son compte dans son livre, *The Battle for the Soul of Capitalism* (« La lutte pour l'âme du capitalisme ») Deuxièmement, la mondialisation, dont une des conséquences primordiales a été de faire entrer les travailleurs des sociétés développées en compétition avec ceux des pays les plus pauvres du monde, a amené des changements radicaux.

Je ne vais pas m'avancer plus loin sur ce terrain, qui est, je m'en rends bien compte, extrêmement complexe ; je me contenterai de citer l'économiste classique David Ricardo et sa « loi d'airain des salaires », qui veut que lorsqu'il existe une compétition salariale et que les ressources humaines sont illimitées, les salaires baissent à un niveau situé juste au dessus de la simple survie.

Jamais auparavant les ressources humaines n'avaient été en quantité illimitée. Elles le sont désormais grâce à la mondialisation - et ce n'est qu'un début.

Il me semble que ces troubles sociaux en Europe soulignent l'incompréhension dont font preuve les politiques et les chefs d'entreprise face aux conséquences humaines d'un capitalisme qui considère les travailleurs comme une matière première et qui élargit au monde entier la concurrence des prix de cette matière première.

Dans une perspective à plus long terme, les conséquences politiques de cet état de faits iront peut-être plus loin que ne le soupçonnent les étudiants français, pourtant politisés. Leur prise de position qui peut sembler rétrograde ou même luddite pourrait s'avérer prophétique.

William Pfaff